

EMBARGO : NE PAS DIFFUSER PAR QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT (AGENCES DE PRESSE, SITES WEB OU AUTRES MÉDIAS) AVANT LE MERCREDI 6 JANVIER 2016 À 15 H 01, HEURE DE WASHINGTON (20 H 01 T.U.)

Perspectives économiques mondiales : Afrique subsaharienne

Conséquences d'une croissance atone

Janvier 2016

Évolutions récentes : En Afrique subsaharienne, la croissance économique a ralenti à 3,4 % en 2015, contre 4,6 % l'année précédente, du fait de la baisse des prix des matières premières, du ralentissement de l'économie des principaux partenaires commerciaux, de graves insuffisances sur le plan des infrastructures, de l'instabilité politique et de la pénurie d'électricité. La croissance régionale n'a jamais été aussi faible depuis 2009.

Le ralentissement a été plus marqué dans les pays exportateurs de pétrole. Le Nigéria, première économie de la région, a enregistré une croissance de 3,3 % en 2015, en baisse par rapport aux 6,3 % de l'année précédente. Le PIB de l'Afrique du Sud, pays exportateur de minerais et de métaux, a progressé de 1,3 %, chiffre inférieur à celui de 1,5 % affiché en 2014, les problèmes d'alimentation électrique, la gravité de la sécheresse, les tensions sociales et la méfiance des entreprises ayant tous pesé sur la croissance. L'activité économique est restée atone dans certains pays touchés par la crise du virus Ebola, comme la Guinée et la Sierra Leone.

Perspectives : Dans la région, la croissance économique devrait se redresser à 4,2 % en 2016, à la faveur de la stabilisation des prix des matières premières et d'une amélioration de la fourniture d'électricité dans beaucoup de pays. L'intensité de l'activité économique variera d'un pays à l'autre de la région, la croissance de la consommation demeurant faible dans les pays exportateurs de pétrole du fait de la hausse des coûts des carburants liée à la suppression des subventions et à la dépréciation des monnaies, qui grèvera les dépenses de consommation. À l'inverse, la baisse de l'inflation dans les pays importateurs de pétrole contribuera à dynamiser les dépenses de consommation.

Les prix du pétrole devant rester faibles selon les prévisions, les recettes budgétaires pourraient se contracter en Angola et au Nigéria, entraînant des déficits. Les déficits budgétaires devraient également rester élevés dans les pays importateurs de pétrole en raison de l'augmentation soutenue des dépenses publiques. Les investissements étrangers dans les pays exportateurs de matières premières reculeront probablement du fait de la baisse des prix des matières premières. Toutefois, dans certains pays à faible revenu exportateurs de matières premières, les pouvoirs publics devraient investir massivement dans les infrastructures d'énergie et de transport, en s'appuyant sur des émissions d'obligations, comme en Éthiopie, sur des partenariats public-privé, comme au Mozambique, au Rwanda et en Tanzanie, et sur les financements de la Chine.

La croissance ne devrait repartir que modérément dans les trois plus grandes économies de la région. Pour le Nigéria, la prévision de croissance s'établit à 4,6 %, les efforts de rationalisation de la gouvernance et de la gestion de la société pétrolière nationale, la *Nigeria National Petroleum Corp.*, devant permettre une augmentation des recettes publiques. En Afrique du Sud, la croissance économique devrait être modeste, à 1,4 % contre 1,3 % l'an dernier, minée par les tensions sociales et problèmes de fourniture d'électricité, une croissance limitée des emplois et une hausse des taux d'intérêt. En Angola, la croissance devrait légèrement progresser pour s'établir à 3,3 % en 2016, contre 3 %, à la faveur d'un rebond progressif de l'économie dans un contexte de réduction des dépenses publiques et d'inflation élevée.

L'activité devrait s'accélérer dans certains marchés pionniers. Au Ghana, la croissance pourrait repartir et atteindre 5,9 % en 2016, contre 3,4 % en 2015, par suite de l'augmentation de la production de pétrole et de la réduction des déficits budgétaires et commerciaux. Au Kenya, elle pourrait atteindre 5,7 % cette année, à comparer à 5,4 % en 2015, grâce à des projets d'infrastructures de grande envergure, tels que la construction d'un nouveau port et l'extension du réseau ferroviaire, qui contribueront probablement au développement des échanges.

Les pays à faible revenu sont bien placés pour enregistrer une croissance rapide et profiter aussi d'une faible exposition aux chocs des matières premières, dont les prix ont accusé les plus fortes baisses, au fur et à mesure que les projets d'infrastructures de grande envergure sont mis en œuvre. En 2016, les investissements publics, les dépenses de consommation et la production minière devraient soutenir des taux de croissance élevés en Côte d'Ivoire (8,3 %), en Éthiopie (10,2 %), au Mozambique (6,5 %), au Rwanda (7,6 %) et en Tanzanie (7,2 %).

Risques : La croissance régionale pourrait subir le contrecoup des crises politiques et des conflits. Des risques sécuritaires liés à l'insurrection de Boko Haram affectent le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. La menace

EMBARGO : NE PAS DIFFUSER PAR QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT (AGENCES DE PRESSE, SITES WEB OU AUTRES MÉDIAS) AVANT LE MERCREDI 6 JANVIER 2016 À 15 H 01, HEURE DE WASHINGTON (20 H 01 T.U.)

Perspectives économiques mondiales : Afrique subsaharienne

Conséquences d'une croissance atone

Janvier 2016

terroriste est source d'inquiétude pour le Kenya et le Mali. Une fourniture peu fiable de l'électricité pourrait par ailleurs peser sur l'activité économique dans de nombreux pays. Une nouvelle baisse des prix du pétrole entraînerait une réduction des dépenses publiques dans les pays producteurs, et un ralentissement plus rapide que prévu de l'activité en Chine pourrait exacerber les pressions exercées sur les prix des matières premières, ce qui aurait pour effet de retarder les investissements prévus dans les secteurs des ressources naturelles.

La conjoncture économique mondiale sera probablement moins propice à la croissance en Afrique subsaharienne dans les prochaines années, car la baisse des prix des matières premières et le durcissement des conditions de financement freinent l'activité. Un bon nombre de pays accusent des déficits budgétaires et courants importants et ne cessent de s'endetter. Si la situation venait à se détériorer, ils pourraient s'exposer à des pressions monétaires, à l'inflation et à une méfiance des entreprises. Les pouvoirs publics peuvent se préparer à y faire face en atténuant les facteurs de vulnérabilité des finances publiques, en s'attaquant aux obstacles internes au développement de l'activité économique et en promouvant des sources de croissance autres que les matières premières.

EMBARGO : NE PAS DIFFUSER PAR QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT (AGENCES DE PRESSE, SITES WEB OU AUTRES MÉDIAS) AVANT LE MERCREDI 6 JANVIER 2016 À 15 H 01, HEURE DE WASHINGTON (20 H 01 T.U.)

Perspectives économiques mondiales : Afrique subsaharienne

Conséquences d'une croissance atone

Janvier 2016

Sub-Saharan Africa Country forecasts

(annual percent change unless indicated otherwise)

					Est. Forecast			
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
GDP at market prices (2010 US\$)								
Angola	3.9	5.2	6.8	3.9	3.0	3.3	3.8	3.8
Benin	3.3	5.4	5.6	5.4	5.7	5.3	5.1	5.1
Botswana ^a	6.0	4.8	9.3	4.4	3.0	4.0	4.2	4.2
Burkina Faso	6.5	6.5	6.7	4.0	4.4	6.0	7.0	7.0
Burundi	4.2	4.0	4.6	4.7	-2.3	3.5	4.8	4.8
Cabo Verde	4.0	1.1	1.0	1.8	2.9	3.5	4.1	4.1
Cameroon	4.1	4.6	5.6	5.9	6.3	6.5	6.5	6.4
Chad	0.1	8.9	5.7	7.3	4.1	4.9	6.1	6.5
Comoros	2.6	3.0	3.5	3.0	2.3	2.5	3.1	3.1
Congo, Dem. Rep.	6.9	7.2	8.5	9.0	8.0	8.6	9.0	9.0
Côte d'Ivoire	-4.4	10.7	9.2	8.5	8.4	8.3	8.0	8.0
Eritrea	8.7	7.0	1.3	1.7	0.9	2.0	2.2	2.2
Ethiopia ^a	11.2	8.6	10.5	9.9	10.2	10.2	9.0	9.0
Gabon	6.3	6.5	4.3	4.3	4.1	5.1	5.3	5.3
Gambia, The	-4.3	5.9	4.8	-0.2	4.0	4.5	5.3	5.3
Ghana	14.0	9.3	7.3	4.0	3.4	5.9	8.2	8.2
Guinea	3.9	3.9	2.3	-0.3	0.4	3.5	4.0	4.2
Guinea-Bissau	9.0	-2.2	0.3	2.5	4.4	4.9	5.3	5.3
Kenya	6.1	4.6	5.7	5.3	5.4	5.7	6.1	6.1
Lesotho	4.0	5.0	4.6	2.0	2.6	2.8	4.5	4.5
Madagascar	1.5	3.0	2.4	3.0	3.2	3.4	3.6	3.6
Malawi	4.3	1.9	5.2	5.7	2.8	5.0	5.8	5.8
Mali	2.7	0.0	1.7	7.2	5.0	5.0	5.0	5.0
Mauritania	4.4	6.0	5.5	6.9	3.2	4.0	4.0	4.0
Mauritius	3.9	3.3	3.3	3.6	3.5	3.7	3.7	3.7
Mozambique	7.4	7.1	7.3	7.4	6.3	6.5	7.2	7.2
Namibia	5.1	5.1	5.7	6.4	5.0	5.5	5.9	5.9
Niger	2.3	11.8	4.6	6.9	4.4	5.3	9.3	5.7
Nigeria	4.9	4.3	5.4	6.3	3.3	4.6	5.3	5.3
Rwanda	7.9	8.8	4.7	7.0	7.4	7.6	7.6	7.6
Senegal	2.1	3.5	3.5	3.9	5.0	5.3	5.3	5.3
Sierra Leone	6.0	15.2	20.1	7.0	-20.0	6.6	5.3	5.3
South Africa	3.2	2.2	2.2	1.5	1.3	1.4	1.6	1.6
Sudan	-2.0	-2.2	3.3	3.1	3.5	3.4	3.9	3.9
Swaziland	-0.7	1.9	2.8	2.5	1.3	0.8	0.8	0.8
Tanzania	7.9	5.1	7.3	7.0	7.2	7.2	7.1	7.1
Togo	4.9	5.9	5.1	5.7	5.1	4.9	4.7	4.7
Uganda ^a	7.9	2.8	3.6	4.0	5.0	5.0	5.8	5.8
Zambia	6.4	6.8	6.7	5.6	3.5	3.8	5.4	6.0
Zimbabwe	11.9	10.6	4.5	3.2	1.0	2.8	3.0	3.0

Source: World Bank.

World Bank forecasts are frequently updated based on new information and changing (global) circumstances. Consequently, projections presented here may differ from those contained in other Bank documents, even if basic assessments of countries' prospects do not significantly differ at any given moment in time.

a. Fiscal-year based numbers.